



LE 6 NOVEMBRE, LES RETRAITÉ·ES DANS L'ACTION

L'urgence est à la mobilisation des retraité·es contre le PLF et le PLFSS 2026 !

Le projet de budget 2026 du gouvernement Lecornu bis reprend les mesures d'austérité du projet Bayrou et ce sont les personnes en retraite qui sont le plus visées :

- **Gel des pensions en 2026 et sous-indexation probablement jusqu'en 2030 !** Le Medef appuie le gouvernement par le gel de la retraite complémentaire Agirc-Arrco. C'est une perte de pouvoir d'achat de 1,4 % en 2026 (montant prévu de l'inflation).
- **Suppression de l'abattement de 10 % remplacé par un forfait de 2000 euros, d'où l'augmentation** aggravée par le gel des barèmes de l'impôt sur le revenu et de la CSG. Des personnes non imposables le deviendront et perdront des prestations sociales.
- **Doublement des franchises médicales**, ce qui augmente le reste à charge sur les médicaments, les consultations, les actes paramédicaux, les transports sanitaires. Il frappe en premier les personnes âgées, qui sont celles qui ont le plus besoin de se soigner, qui représentent 43 % des personnes en ALD, l'Affectation de Longue Durée remise en cause.
- **Gel de l'ASPA, l'allocation de Solidarité aux Personnes Âgées**, le minimum vieillesse des retraité·es les plus modestes.
- **Recul des services publics dont les retraité·es ont particulièrement besoin, des hôpitaux**, qui subissent encore des suppressions d'effectifs. Les associations, pourtant fort utiles, subissent des coupes énormes dans les aides et subventions.

L'année blanche coûtera en moyenne 350 € par an à un ménage dont la personne de référence est un·e retraité·e : 320 € de baisse de pension, 20 € de hausse d'impôt, 10 € de prestations sociales. **Ce sont les retraité·es les plus touché·es**, un salarié perdra 105 €, un chômeur 180 €.

Malgré le succès des journées d'action du 18 septembre et du 2 octobre où les retraité·es ont pris toute leur place, les gouvernements maintiennent leur politique d'austérité et refusent d'augmenter les recettes de l'État et de la Sécu pour plus de justice fiscale et sociale.

Les retraité·es de nos organisations syndicales et associatives n'acceptent pas cet acharnement, quand, pendant le même temps, les plus riches continuent de s'enrichir outrageusement.

Concernant la réforme des retraites combattue depuis 2023, nous prenons acte de sa suspension, mais réaffirmons l'exigence de son abrogation.

Nos organisations appellent toutes et tous les retraité·es à se mobiliser le 6 novembre partout sur le territoire, pour exiger un budget 2026 de rupture qui réponde aux exigences du monde du travail, salarié·es, retraité·es, privé·es d'emploi et précaires, notamment aux revendications des retraité·es :

- L'indexation des pensions à minima sur l'inflation au 1^{er} janvier 2026.
- La revalorisation des pensions indexées sur le salaire moyen.
- Le maintien de l'abattement fiscal de 10%.
- La revalorisation des prestations sociales à minima du niveau de l'inflation.
- L'abandon du doublement des franchises médicales.
- Le maintien et le développement des services publics sur l'ensemble du territoire.

**Le 6 novembre, rassemblements et manifestations
DEVANT LA PREFECTURE DE METZ À 15H
pour la satisfaction des revendications des retraité·es**



LE 6 NOVEMBRE 2025

les retraité-es ont toutes les raisons d'être en colère

Avec les organisations de retraité-es CGT, Solidaires, FSU, CFE-CGC, CFTC, FGR-FP, Ensemble&Solidaires et LSR, mobilisons-nous massivement pour exiger :

- ❑ la revalorisation de 10 % de toutes les pensions,
- ❑ des mesures pour les petites retraites,
- ❑ l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires,
- ❑ le droit à la santé et à l'accès aux soins pour toutes et tous,
- ❑ le retour de la retraite à 60 ans avec des départs anticipés pour les métiers pénibles,
- ❑ le maintien de l'abattement fiscal de 10 %.

Refusons la politique du nouveau gouvernement.

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2026, version Lecornu, amplifie celui présenté par Bayrou !

C'est une attaque sans précédent contre notre Sécurité sociale et les droits des retraité-es.

Mêmes recettes, mêmes effets. Les retraité-es demeurent au cœur des attaques.

Les plus hauts revenus et les entreprises sont à nouveau épargnés : niches fiscales, dividendes faramineux aux actionnaires, exonérations de cotisations sociales et aides publiques sans contreparties.

Pour les retraité-es en 2026 :

- Année blanche : non revalorisation de l'ensemble des prestations sociales et du barème des impôts. Les conséquences vont être dramatiques pour les retraité-es.
- Pas de revalorisation des pensions, et 0,4 point sous l'inflation pour 2027 à 2030.
- Agirc-Arrco : gel de la retraite complémentaire imposé par le patronat qui préfère acheter 3,6 millions d'euros d'actions dans des entreprises d'armement avec les cotisations des salarié-es.

La santé des retraité-es mise en péril avec ce projet de loi.

- Doublement des franchises médicales et de la participation forfaitaire annuelle fixée à 100 euros.
- Remise en cause du statut « Affection de longue durée ».
- Diminution de la prise en charge des cures thermales.
- Aucune mesure sur la prise en charge de la perte d'autonomie.

Autant de mesures qui vont contraindre nombre de retraité-es à se priver de soins et de suivi médical.

Ce projet de budget implique un transfert de prestations de la Sécurité sociale vers les complémentaires santé, alors que plus de 700 000 retraité-es n'ont pas de mutuelle.

Il est possible de financer une Sécurité sociale répondant aux besoins de la population.

Stop aux exonérations de cotisations sociales, aux paradis fiscaux et aux aides publiques envers les grandes entreprises sans contrepartie. Cela représente plus de 379 milliards d'euros qui couvriraient l'ensemble des dépenses actuelles de la Sécurité sociale, du développement des hôpitaux et des centres de santé publics.

**STOP À LA CAMPAGNE DE CULPABILISATION DES RETRAITÉ-ES
ET À VOULOIR TOUJOURS PLUS LES PONCTIONNER**

**RASSEMBLEMENT LE 6 NOVEMBRE À 15 H
DEVANT LA PREFECTURE DE METZ**

**POUR EXIGER NOS LEGITIMES REVENDICATIONS
ET UNE JUSTICE SOCIALE ET FISCALE**